

Economie de la débrouille et conditions de vie des populations en milieux urbano-ruraux : Cas de la ville de Mwene-Ditu et ses environs

Petty trading in peru urban settings : case of Mwene-Ditu

KAZADI Matanda

Doctorant en Sciences Economiques à l'Université de Kisangani
Chef de travaux et Chercheur en Sciences Economiques
Membre et directeur adjoint de la Cellule Interne d'Assurance Qualité de l'UMD
Université de Mwene-Ditu
République Démocratique du Congo
anastaskazadi@gmail.com

MATATA MAKALAMBA Patrick

Docteur à thèse en Sciences Economiques
Professeur et Chercheur en Sciences Economiques
Université de Kisangani
République Démocratique du Congo
patrick.matata@unikis.ac.cd

LUBANZA NGOMA Germain

Docteur à thèse en Sciences Economiques
Professeur et Chercheur en Sciences Economiques
Secrétaire Général Académique de l'Université Officielle de Mbuji-Mayi
Université de Kisangani
République Démocratique du Congo
lubanzangoma@gmail.com

KITOKO LISOMBO Etienne

Docteur à thèse en Sciences Economiques
Professeur et Chercheur en Sciences Economiques
Université de Kisangani
République Démocratique du Congo
lisombokitoko@gmail.com

Date de soumission : 29/05/2023

Date d'acceptation : 02/08/2023

Pour citer cet article :

KAZADI M. & AL (2023) « Economie de la débrouille et conditions de vie des populations en milieux urbano-ruraux : Cas de la ville de Mwene-Ditu et ses environs », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4 : Numéro 8 » pp : 165 - 182.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude transversale, à la fois quantitative et qualitative, décrit, évalue et vérifie empiriquement l'ampleur de l'économie de la débrouille en corrélation avec les conditions de vie des populations et la nature du chômage. L'analyse a reposé sur les données d'enquête menée auprès de 400 chefs des ménages de la ville de Mwene-Ditu et les villages sélectionnés par l'approche d'un échantillonnage par grappes et à plusieurs degrés. L'analyse des données collectées a recouru à une booléenne et logistique à l'aide du logiciel SPSS20. Les résultats de la recherche ont montré que l'économie de la débrouille évaluée à 34,8% s'étend au-delà des emplois du secteur formel représentant 55,3%. Avec un taux de chômage par ménage s'élevant en moyenne à 59%, la plupart des ménages enquêtés soit 58,5% de l'ensemble se retrouvent dans des conditions de vie non satisfaisantes. En plus, 61,83% des ménages ont témoigné être victimes de l'insécurité économique, alimentaire, sociale et d'employabilité. Le chômage dans ce contexte est du type à la fois keynésien et classique avec un élargissement des critères du BIT pour appréhender un chômeur.

Mots clés : Economie de la débrouille ; Pauvreté ; Bien-être ; Chômage ; Conditions de vie.

Abstract

This cross-sectional study, both quantitative and qualitative, describes, evaluates and empirically verifies the extent of the petty trading in correlation with the living conditions of the populations and the nature of unemployment. The analysis was based on survey data from 400 heads of households in Mwene-Ditu city and the villages selected by the cluster and multistage sampling approach. The analysis of the collected data used a boolean and logistic using SPSS20 software. The research results showed that the petty trading valued at 34.8% extends beyond formal sector jobs at 55.3%. With an unemployment rate per household amounting to an average of 59%, most of the households surveyed, i.e. 58.5% of the whole, find themselves in unsatisfactory living conditions. In addition, 61.83% of households testified to being victims of economic, elementary, social and employability insecurity. Unemployment in this context is of both keynesian and classical type with a broadening of the ILO criteria to apprehend an unemployed person.

Keywords: Petty trading ; Poverty ; Well-being ; Unemployment ; Living conditions.

INTRODUCTION

Dans un contexte de grande pauvreté, la débrouille paraît comme un art de vivre dans lequel les citoyens excellent. Cette économie de la débrouille reste l'axe principal de toutes les stratégies de survie économique principalement chez la population jeune (Ayimpam, 2014).

Plusieurs études antérieures mentionnaient la complexité du marché de travail des PED suite aux différentes manifestations des populations actives (De Veryer & Roubaud, 2013) et (Pascal, 2014, p. 15-33).

Fort de ce constat, Keynes a soutenu la mise en œuvre d'une politique salariale rigide afin de stabiliser les prix et en définitive, le système économique dans son ensemble. A cet effet, dans une perspective structurelle, le moyen le plus efficace de lutte contre le chômage reste, la politique monétaire qui permet de maintenir le taux d'intérêt à son optimum de long terme (Sylvie, 2003, p. 145).

Quant aux pays pauvres, le salariat demeure non inclusif. C'est ainsi que la majorité de leurs populations actives s'adonne aux activités informelles. Ces dernières sont constituées des petits boulots opérant en dehors toute réglementation formelle et employant plus une main d'œuvre familiale (Phélinas P. , 2014, p. 16).

Ces activités informelles s'étendent au-delà de l'économie informelle à des pourcentages différents selon les nations (Charmes, 2012). De même, dans la plupart des 47 pays en développement échantillonnés (ILO, 2012). Cette situation confirmerait le caractère de la débrouille des économies des pays en développement. Paradoxalement, les PED n'accusent donc pas tant le problème du chômage mais plutôt l'absence d'emplois décents et productifs.

A l'opposé, l'Organisation Internationale du Travail (OIT en sigle) renseigne que le nombre de chômeurs dans les PED devrait accroître à concurrence d'un demi-million par an en 2018 et 2019, le taux de chômage demeurant aux environs de 5,3%. Néanmoins, la persistance d'emplois précaires et la pauvreté des travailleurs restent les principaux problèmes de nombreux pays en développement et émergents (OIT, 2018, p. 1-2).

Les conditions de vie des africains de cette sous-région, restent insatisfaisantes. Il sied de noter que 16% seulement de ceux qui travaillent, ont des emplois salariés avec un salaire non décent, les poussant à entretenir d'autres prestations complémentaires. Or, ce secteur de l'emploi salarié formel représente le moteur de l'emploi et de la croissance à moyen et long terme pour l'Afrique. Aucun pays ne s'est développé sans que ce secteur n'ait une part prépondérante de l'emploi (Banque Mondiale, 2014, p. 21 et 223).

Un emploi qu'il soit rémunéré ou non, représente presque toujours plus qu'un simple revenu affectant ainsi à la fois le sentiment profond d'identité d'un individu et la manière dont il est perçu par la société. Ce type d'emploi possède une puissance déterminante du bien-être social et le développement économique (Banque Mondiale, 2014, p. 49).

En République Démocratique du Congo, le chômage reste un phénomène urbain et structurel. La pluriactivité est de mise comme une stratégie généralisée des ménages pour accroître leurs revenus dans un contexte d'une économie de la débrouille. Les auteurs tels que Berger et Schindler (2014), ont indiqué que depuis le début de la crise de la dette en Europe, le nombre de chômeurs dans la zone euro a franchi la barre de près de 20 millions de personnes. En fin 2013, on dénombrait près de 12% de demandeurs d'emploi. Malheureusement, une part grandissante des chômeurs étaient sans emploi et en majorité, des chômeurs de longue durée (Helge & Schindler, Mars 2014, p. 20).

Au cours des vingt dernières années, deux enquêtes nationales auprès des ménages ont été réalisées. Il s'agit des enquêtes MICS 1 en 1995 et MICS 2 en 2001, sur la situation des femmes et des enfants (Makabu Ma Nkenda M. &., 2007-14 p. 2

et 6). Et une quatrième édition d'enquête fut menée dans le but de fournir des données statistiquement fiables sur la qualité de vie des populations congolaises (MICS6, décembre 2018).

Ce rapport de MICS6 est complété par celui de l'Institut National de Statistique (INS en sigle). Ce rapport renseigne que le taux de salarisation des actifs occupés, le taux de pluriactivité se sont élevés en 2016 respectivement de 14,5% et 7,4% (INS/MINIPAN, mars 2021, p.145). De ce fait, au milieu des années 1980, une chanson « beta libanga » en français « casser la pierre » du musicien congolais Pépé Kallé était balancée pour expliquer la réalité d'une économie de la « débrouille ». Cette chanson a enregistré un vibrant succès à travers tout le continent et a confirmé la croyance à une disposition juridique imaginaire : « article 15 de la constitution du Sud-Kasaï comme Etat autonome (EASK) dirigé à l'époque par Kalonji Mulopwe Albert qui stipule : « débrouilles-toi pour vivre » » (Ayimpam, 2014).

La structure de l'emploi reste caractérisée par la prépondérance du secteur informel qui représente plus de 80% du total de la population active. Cette réalité atteste l'idée selon laquelle la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions des vies des congolais nécessite l'adoption d'une politique économique porteuse de croissance forte, couplée à une politique distributive satisfaisante (Banque Mondiale/RDC, septembre 2015, p. 6-7). De ce fait, deux travaux de Mac Gaffey ont démontré que l'économie du Congo-Zaïre, ou le déclin du tissu industriel et la détérioration des salaires réels ont causé de manière cumulative, la prolifération des petites activités de la débrouille (Mac Gaffey, 1987) et (J Gaffey, 1991).

De ce qui précède, certaines questions ont retenu l'attention de notre curiosité scientifique à savoir :

- 1- Quelle est l'ampleur de l'économie de la débrouille dans la ville de Mwene-Ditu et ses environs ?
- 2- Dans quelles conditions vivent les ménages de desdites entités ?
- 3- Quels sont la nature et le profil du chômeur dans le contexte d'une économie de la débrouille ?

L'étude vise à décrire les conditions de vie dans un contexte d'une économie de la débrouille dans les milieux urbano-ruraux. A ce titre, l'accent sera mis l'organisation du marché de travail dans ce contexte et l'identification de la nature et le profil du chômeur dans une économie de la débrouille.

Par une approche transversale et quantitative et qualitative, la suite du travail gravite autour de quatre points hormis l'introduction et la conclusion : le premier point concerne la revue de littérature et second point se rapporte la méthodologie de recherche. Quant aux troisième et quatrième points, ils ont respectivement pour toile de fond la présentation des résultats et la discussion.

1. Revue de littérature

La littérature renseigne que tout niveau bas du salaire par rapport aux besoins de consommation courante et en absence d'une dotation de survie tend à augmenter l'offre du travail quelle que soit la tendance baissière du salaire. C'est ainsi que dans une tendance hétérodoxe et keynésienne de l'emploi et du chômage, la participation du ménage au marché de travail est due à l'inadéquation entre les ressources et les besoins du ménages (Kibanza Mwania, sd). De ce fait, les besoins du ménage dépendent des habitudes de dépenses antérieures (effet de cliquet ou d'inertie), de son revenu passé (hypothèse du revenu relatif) et de l'ensemble des facteurs psychologiques (droits et obligations sociaux, le mimétisme culturel) contrairement à tendance du revenu courant (Duesembery, 1952) et (Nurkse, 1953).

Tableau n°1 : Grille sur l'employabilité dans une économie de la débrouille

Types de secteurs	Nature juridique	Avantages	Inconvénients	Avis critique dans le contexte congolais	
Secteur formel	Public	Homogène, bien structuré, suffisamment règlementé avec un salaire de protection sociale	Existence des barrières : diplômes et qualification, expérience, clientélisme politique et tribal	Secteur monopsonne	Problématique du niveau de salaire, des garanties d'emploi (faible culture de sécurité sociale), la pluriactivité au-delà du secteur formel
	Privé			Secteur oligopsonne	
Secteur informel		Quasi-absence des barrières d'accessibilité, flexibilité	Pas de normes sociales, hygiéniques et de sécurité Salaire faible fixé selon le degré de parenté ou du lien social	Secteur concurrentiel	L'emploi formel est considéré comme un emploi de prestige et sécurisé

Source : la revue de littérature

2. Méthodologie de recherche

La présente étude est de nature transversale et quanti-qualitative. Elle a pour terrain de recherche les ménages de la ville de Mwene-Ditu (située à 132 kilomètres de la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai-Oriental) et ses environs dans la province de Lomami en République Démocratique du Congo marqués par des revenus faibles et les conditions socioéconomiques précaires.

Elle s'inscrit également dans un contexte post atténuation des effets de la pandémie corona virus 19 tel que cela est décrit : « la pandémie a fait de l'inclusion sociale une priorité des pouvoirs publics dans le monde entier. Dans nombre de pays, les plus démunis ont été gravement frappés par la crise de la Covid-19, sous forme de perte d'emplois, de baisse de revenu ou d'exposition aux risques sanitaires. En réactions, les gouvernements sont intervenus énergiquement en menant des politiques budgétaires qui protègent les populations vulnérables et enrayerent l'aggravation imminente de la pauvreté et des inégalités » (Mooij, Fenochietto, Hebous, Leduc, & Osorio-Buitron, décembre 2020).

2.1. Population, construction de l'échantillon et conception du questionnaire

L'analyse repose sur les données d'enquête menée auprès de 400 chefs des ménages de la ville de Mwene-Ditu et les villages environnants entre le mois de mars et le mois d'avril 2023. En considérant la probabilité de réalisation (ménage à niveau de vie satisfaisant, P) de 50% et le niveau de confiance de 95% (Z critique arrondie à 2 au lieu de 1,96 au seuil d'erreur (e) de 5%), l'application de la formule de détermination de la taille de l'échantillon optimale (Ngondo à Pitshandenge, 2011, p.23) et (Tillé, 2001), à savoir : la taille de l'échantillon $(n) = Z^2 P(1 - P)/e^2$ dégage une taille de 400 chefs des ménages.

Ces ménages ont été sélectionnés par l'approche d'un échantillonnage par grappes et à plusieurs degrés. En effet, sur huit villages entourant la ville de Mwene-Ditu, six villages ont été sélectionnés par tirage aléatoire : le village de Tshiam Tshia Mat, le village de Kankolo, le village de Mwena Ndaya (Combeleka), le village de Kaseya, le village de Lubambala et le village Tshikala. Le fait que la ville de Mwene-Ditu est encerclée par le territoire de Luilu, les villages cibles sont tous dudit territoire mais repartis dans le secteur de Kanda kanda, la chefferie de Mulundu et la chefferie de Katshisungu. Dans chaque village, vingt ménages sont sélectionnés.

Quant à la ville de Mwene-Ditu, elle est subdivisée en trois communes. La Commune de Mwene-Ditu compte trente quartiers dont six quartiers sélectionnés par tirages (le quartier Munsampi, le quartier Kabila Kabange, quartier Ilunga Matobo, quartier Mpinga, quartier Regideso et le quartier Bondoyi). La Commune de Musadi compte 28 quartiers dont quatre quartiers sélectionnés (quartier Katendele, quartier Ditu Ilunga, quartier Bukasa et quartier Industriel). Et en fin, la Commune de Bondoyi compte 27 quartiers dont quatre sélectionnés (quartier Katoka, quartier Tshitonkoyi, quartier Kalel Mukash et quartier Makota). Ainsi, 14 quartiers au total ont été sélectionnés par tirages et par quartier vingt ménages enquêtés en fonction des avenues et d'un saut de trois ménages entre les ménages sélectionnés.

A propos du questionnaire d'enquête, il a été constitué de 16 questions pour la première partie sur l'identification et les aspects monétaires du ménage, de 46 questions sur les aspects non monétaires (opinions sur le bien-être matériel, opinions sur la santé, opinions sur l'éducation, opinions sur la sécurité, opinions sur les libertés de choix et d'actions et opinions le bien-être environnemental) comme deuxième partie, 21 questions sur l'employabilité et le chômage comme troisième partie et en fin, la quatrième partie a été composée de 12 questions portant sur les opinions autour du bien-être subjectif. Ces questions ont été du type fermé (dichotomique et/ou à éventail) et du type ouvert.

2.2. Démarche d'analyse des données

L'analyse des données collectées a suivi une approche booléenne à l'aide du logiciel SPSS20. En premier lieu, une analyse statistique du dépouillement des données d'enquête et en second lieu, l'estimation par méthode des moindres carrés de deux modèles dont la variable endogène est quantitative et l'estimation de trois modèles logistiques multinomiales et une régression. Cette méthode d'analyse, dans un contexte descriptif, s'oriente ainsi dans la logique qualitative (Rakotomalala, mai 2017) ; (Crépon, novembre 2005) ; (Greene, 2000) ; (Pindick & Rubinfeld, 1999) et (Wooldrindge, 2002). Ainsi, la fonction Logistique est :

$$F(2) = \frac{1}{1 + \exp(-Z_i)} \text{ avec } Z_i = (\beta_0 + \beta_i X_i + \varepsilon)$$

La probabilité P_c dépend de la distribution de $\sum i$ c'est ainsi qu'on peut distinguer deux cas :

1. Le modèle probit à fonction de répartition qui suit une loi normale
2. Le modèle logit si la fonction de répartition $\sum i$ suit une loi de type logistique

Prenant la forme de la fonction logistique

$$P_i = \sum \left(Y_i = \frac{1}{x} \right) = \frac{1}{(1 + \exp(-\beta_0 + \beta_i X_i + \varepsilon))} \quad (1)$$

Pour estimer les paramètres β_i , certaines transformations sont nécessaires pour parvenir à la forme : $P(Y = 1/X_i) = \frac{1}{1 + e^{-(\beta_i X_i)}}$ et pour la régression multinomiale, la forme du modèle est : $P(Y_{3i} = j) = \frac{e^{(\sum \beta X_{ij})}}{1 + e^{(\sum \beta X_{ij})}}$

3. Résultats de recherche

Ce point du travail est structuré de deux grands sous points à savoir : premièrement la présentation des résultats descriptifs du phénomène après dépouillement des données d'enquête menée auprès de 400 chefs des ménages de la ville de Mwene-Ditu et ses environs. Deuxièmement l'analyse approfondie des résultats via l'estimation des modèles d'analyse booléenne.

3.1. Présentation des résultats de dépouillement

Les résultats de dépouillement de cette enquête se présentent en catégories, à savoir : les résultats des variables quantitatives et les résultats des variables qualitatives.

A. Résultats quantitatifs et interprétation

Tableau n°2 : Caractéristiques statistiques des variables quantitatives

N°	Variables	Symboles	Caractéristiques statistiques			
			Moyenne	Ecart-type	Valeur Max	Valeur Min
01	Age du chef de ménage	X1	47,37 ans	14,71	90 ans	19 ans
02	Revenu moyen mensuel du CM	X9	154507,55 CDF	343789,29 CDF	4600000 CDF	0 CDF
03	Taille du ménage	X10	7,36	4,25	25	1
04	Age moyen des membres du ménage	X11	22,55 ans	11,22	90	0
05	Revenu moyen mensuel des autres membres du ménage	X12	24798,34 CDF	68740,34 CDF	600000 CDF	0
06	Durée moyenne de scolarisation du ménage	X13	7,67 années	4,077	29	0
07	Dépenses de consommation moyennes journalières du ménage CDF	X16	5022,88 CDF	4120,84	38000 CDF	0
08	Age le plus bas de ceux qui travaillent	X810	30,42 ans	19,57	85	14
09	Age le plus élevé de ceux qui ne travaillent pas	X811	24,66 ans	20,16	86	0
10	Nombre de ceux qui ne travaillent pas	X80	3,98	3,29	20	0
11	Nombre de personnes à la recherche d'un bon emploi par ménage	Y50	1,40	1,87	11	0
12	Taux de chômage au niveau du ménage	Y4	59%	0,37	100%	0%

Source : élaboré sur base des données d'enquête et des résultats sur le logiciel SPSS20

Il ressort des chiffres inscrits dans ce tableau que l'âge moyen du chef de ménage dans la ville de Mwene-Ditu et ses environs est de près de 47 ans avec 90 ans comme âge doyen de la distribution marqué également par un âge moyen des membres du ménage de 23 ans arrondi. Ceci atteste le caractère prédominant des jeunes dans les pays en développement en général et la République Démocratique du Congo en particulier.

Cependant, cette population vit de manière générale dans une pauvreté sévère. En effet, chaque ménage vit avec un revenu moyen mensuel total de 179305,89 CDF (dont une participation moyenne de 24798,34 CDF des autres membres du ménage outre que le chef du ménage) soit près de 80 dollars américains pour une taille moyenne du ménage de 7 membres. Ceci laisse entrevoir un revenu moyen mensuel par habitant de moins de 1000 francs congolais soit moins de 0,5 dollar américain.

C'est pourquoi, chaque ménage dépense en moyenne pour sa consommation journalière 5022,88 CDF soit une consommation moyenne par habitant de l'ordre de 717,55 CDF ou moins de 0,5 dollar. Cette situation sociale dramatique est également caractérisée par une forte inégalité sur les revenus avec un coefficient de variation de 222,5% avec un revenu plafond de 4600000 CDF (soit près de 2200 dollars américains) contre 0 franc pour certains chefs des ménages. Cette réalité est corolaire à une durée moyenne de scolarisation du ménage de 7,67 ans. Ce qui révèle que chaque individu en moyenne a un niveau d'instruction primaire.

Le taux de chômage moyen par ménage est évalué à 59% soit près de 4 membres sur 7 par ménage sont au chômage avec 24,66 ans l'âge le plus élevé de ceux qui ne travaillent pas contre 30,42 ans d'âge le plus bas de ceux qui travaillent. De ce qui précède, la pauvreté sévère, le chômage des jeunes élevé et la forte inégalité des revenus seraient des facteurs favorisant une économie de la débrouille considérée comme une économie de survie.

B. Résultats qualitatifs et interprétation

Ces résultats sont présentés en fonction des parties composantes du questionnaire à savoir : les informations d'identification et aspects monétaires, les aspects non monétaires, les aspects relatifs à l'employabilité et du chômage ainsi que les aspects subjectifs du bien-être. Ces résultats se limitent à interpréter les modalités les plus dominantes.

Tableau n°3 : Résultats d'identification et catégories des variables agrégées

N°	Variables et/ou catégories	Symboles	Modalité dominante	Fréquence relative
01	Sexe du chef de ménage	X2	Masculin	67,3%
02	Niveau d'instruction du CM	X3	Diplômé d'Etat	55,3%
03	Etat-civil du chef de ménage	X4	Marié	79,5%
04	Milieu de résidence	X5	Milieu urbain	55%
05	Profession principale du CM	X6	Emplois indépendants Emploi salarié	55,6% 34% dont 25,5% public
06	Profession secondaire du CM	X7	Agriculture et activités libérales Sans emplois	47,1% 36,8%
07	Prestations complémentaires	X8	Avoir un seul emploi Pluriactivités	55,8% 35,5%
08	Statut matrimonial du ménage	X14	Ménage biparental Sans parents	52,0% 12,8%
09	Statuts des parents	X15	Monogamie Polygamie	67,5% 19,3%
10	Nombre de repas moyen par jour	X17	Deux repas Un repas	66,8% 23,8%
11	Qualité moyenne de l'habitat	X18-20	Mauvaise qualité Bonne qualité	51,2% 48,8%
12	Accès à l'eau potable	X21	Non accès Ayant un accès	53,8% 46,3%
13	Confort du ménage	X23-25	Mauvais confort du logement Bon confort	50,2% 49,8%
14	Densité par la chambre	X26	Inferieur ou égale à 2 Supérieur à 2 personnes	51,2% 48,0%
15	Statut du logement	X27	Sans droit de location Locataire	55,5% 44,5%
16	Sécurisation du logement	X28	Logement non clôturé Logement clôturé	75,3% 24,3%
17	Equipement du logement	X29-32	Equipement non satisfaisant Equipement satisfaisant	51,3% 48,7%
18	Situation sanitaire du ménage	X33-42	Etat de santé satisfaisant Etat de santé non satisfaisant	58,6% 41,4%
19	Situation liée à l'éducation	X43-X45	Ayant un niveau d'éducation N'ayant aucun niveau	77,1% 21,9%

20	Sécurité économique, financière, sociale, alimentaire et employabilité	X46-X54	Non Favorable Favorable	61,8% 34,2%
21	Recherche de l'emploi	Y1	Au moins un membre cherche l'emploi Aucun membre	57,3% 41,5%
22	Statut de l'emploi	X53	Secteur formel de l'emploi Secteur informel de l'emploi	55,3% 34,8%
23	Appartenance de l'emploi	X54	Emploi formel privé Emploi formel public	45,8% 39,3%
24	Possession d'un petit outillage	X55-59	Non Oui	66,3% 33,7%
25	Possession des investissements économiques divers	X60-61	Non Oui	63,1% 36,9%
26	Possession d'un moyen de déplacement	X64-66	Non Oui	74,6% 26,1%
27	Avoir une responsabilité sociale ou professionnelle	X67-70	Non oui	80,7% 19,1%
28	Libertés de choix et d'action		Défavorables Favorables	60,6% 39,0%
29	Bien-être environnement	X73-75	Favorable Défavorable	71,1% 28,9%
30	Niveau de vie dans le ménage	Y61	Conditions de vie non satisfaisantes Conditions de vie satisfaisante	58,5% 41,5%
31	Bien-être subjectif	X92-102	Favorable Défavorable	59,8% 40,2%

Source : élaboré sur base des données d'enquête et des résultats sur le logiciel SPSS20

Les résultats renseignent qu'en dépit de 71,1% et 59,8% des ménages qui enregistrent respectivement un bien-être environnemental et un bien-être subjectif favorables, la sévérité de la pauvreté qui caractérise un ménage moyen de la ville et ses environs en particulier et de la République Démocratique du Congo en général, explique la fréquence de 58,5% des ménages marqués par des conditions de vie non satisfaisantes.

Cette situation sombre d'une économie de la débrouille a pour effets : 60,65% des ménages ont des libertés de choix et d'actions défavorables, le manque d'un moyen de déplacement (74,6% des ménages), l'absence d'un petit outillage dans 66,3% de l'ensemble des ménages enquêtés, aucune participation de la majorité des chefs des ménages, soit une fréquence de 70,5% sur l'ensemble dans une mutuelle financière et 87,8% des ménages n'ont aucun compte bancaire. Ceci entraîne que 21,0% seulement des ménages ont accès régulier au crédit contre 78% des ménages ayant de problème d'accessibilité au financement externe.

Nonobstant 77,1% des ménages ayant un niveau d'instruction, la durée moyenne de scolarisation par ménage reste d'un niveau primaire soit 7 ans d'éducation par ménage moyen. 51,3% des ménages sont moins équipés avec 50,2% d'un mauvais confort du logement et 51,2% de ceux ayant un habitat de mauvaise qualité. Somme toute, la majorité des ménages soit 62,8% de l'ensemble ont témoigné évoluant dans une insécurité économique, financière, sociale, alimentaire et d'employabilité malgré que 52,6% des ménages ont manifesté relativement une situation sanitaire favorable contre 41,4% de la situation sanitaire défavorable.

Tableau 4 : Aspects liés au profil de l'employabilité et du chômage

N°	Variables et/ou catégories	Symboles	Modalité dominante	Fréquence relative
01	Nature de l'emploi préféré	X76	Un seul emploi formel Un seul emploi informel Pluriactivité formelle Pluriactivité informelle	52,3% 12% 20,3% 6%
02	Emplois exercés par le CM	Y2	Activité économique individuelle Emploi salarié seulement Complémentarité des emplois salariés et indépendants	44,5% 26,8% 18,0%
03	Appréciation des emplois exercés	Y3	Faute de mieux Satisfaction	57,8% 38,8%
04	Préférences du statut de l'emploi	X77	Salariat public Salariat privé Emplois indépendants Indifférence	37,5% 21,3% 9,3% 13,3%
05	Sécurité sociale	X78	Non affilié à la CNSS Affilié à la CNSS	70,8% 27,3%
06	Durée de l'emploi	X79	Durée indéterminée Durée déterminée	66,5% 27,3%
07	Niveau d'études le moins élevé de ceux qui travaillent	X82	Sans diplôme d'Etat Diplômé d'Etat Cadres universitaires	48,8% 38,3% 10,3%
08	Niveau d'études le plus élevé de ceux qui ne travaillent pas	X83	Sans diplôme d'Etat Diplômé d'Etat Cadres universitaires	63,5% 38,3% 8,8%
09	Avoir des facilités d'obtention d'emploi	X84	Pas de facilités Ayant de facilités	64,8% 34,8%
10	Canal de facilités d'obtention d'emploi	X85	Relation familiale Relation professionnelle ou politique Relation amicale Ses aptitudes et expériences	27,0% 6,5% 6,8% 14,5%
11	Avoir le risque de perdre l'emploi	X86	Non Oui	77% 19%
12	Avoir refusé un emploi proposé	X86	Non Oui	75,5% 21,8%
13	Avoir démissionné	X87	Non Oui	78,3% 21,0%
14	Raison d'avoir abandonné son ancien emploi	X88	Licenciement Avoir obtenu un autre emploi meilleur Révocation Retraite Mariage et autres motifs	19,0% 11,0% 4,3% 2,3% 5,3%
15	Appréciation du recrutement au Congo	X89	Recrutement objectif Recrutement subjectif, tribal, partisane	17,8% 57,3%
16	Motifs de la pluriactivité	Y60	Survie et satisfaction des besoins divers Amélioration de conditions de vie	74,3% 25,0%
17	Fluctuation du salaire	X90 X91	Salaires non majorés Salaires minorés	51,5% 55,5%

Source : élaboré sur base des données d'enquête et des résultats sur le logiciel SPSS20

Les résultats attestent que sur un taux moyen du chômage par ménage de 59%, la majorité de chercheurs d'emplois soit 57,8% sont favorables à n'importe quel travail sans tenir compte de leurs préférences. Ceci laisse entrevoir un chômage du type keynésien. Cependant, il s'affiche une culture selon laquelle n'est « travailleur et non au chômage » que celui qui a un emploi public pour la simple raison que dans les pays en développement, la plupart d'emplois privés ou des emplois indépendants manquent des garanties.

C'est ainsi que 52,3% des chefs des ménages préfèrent des emplois salariés formels contre 12% seulement des emplois informels. En plus, cette préférence met l'accent sur le secteur public avec une fréquence relative de 37,5%. Cette situation serait justifiée par le fait que 70,8% des salariés sont non affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) malgré que 66,5% des chefs des ménages possèdent des contrats à durée indéterminée.

Il sied de noter aussi que le chômage classique est présent avec un seuil de 21,8% sur le marché de travail de Mwene-Ditu et ses environs. Ceci atteste une cohabitation du chômage keynésien et du chômage classique avec une prédominance du chômage involontaire avec une probabilité de 75,5%. L'accès au marché de travail repose sur des critères plus subjectifs qu'objectifs soit 57,3% contre 17,8%. C'est ainsi que sur 34,8% des chefs ménages ayant des facilités d'obtention de l'emploi dont 27,0% des emplois ont été favorisés par les relations familiales. Le salaire revêt un caractère relativement stable en dépit des conjonctures réelles ou monétaires. C'est pourquoi 51,5% des chefs des ménages ont témoigné que leurs salaires n'ont jamais enregistré une majoration et aussi 55,5% de probabilité de non-diminution. Il ressort que 4% de chance de voir le salaire varier en augmentation qu'en diminution. Ce qui confirme relativement le caractère rigide du salaire au sens keynésien.

La pluriactivité reste en sus une alternation au salaire dérisoire réservé à la majorité des emplois afin de faire face aux besoins de survie et divers ou d'amélioration des conditions de vie. Ce phénomène s'affichant avec une fréquence totale souhaitée de 26,3% concerne à la fois certains indépendants (6%) et salariés formels (20,3%). Ceci démontre que la pluriactivité est un phénomène au-delà du secteur informel. C'est pourquoi 18% des ménages combinent les emplois salariés et les emplois indépendants. Il revient souligner également le caractère « aristotique » du marché de travail. En effet, 11% des chefs des ménages ont déjà démissionné de leurs anciens emplois au profit de nouveaux emplois plus meilleurs. C'est qu'Aristote considérait le travail salarié comme une « prostitution ». En outre, ce marché de travail est dominé par des emplois non qualifiés de l'ordre de 48,8% contre 10,3% des emplois des cadres universitaires. Par contre, le chômage concerne frappe plus les individus non qualifiés que les qualifiés soit 63,5% versus 8,8%.

3.2. Analyse approfondie des résultats de la recherche

Il a été procédé à cinq estimations des modèles à l'aide du logiciel SPSS20 et s'inscrivant dans une approche d'analyse booléenne. En effet, deux modèles estimés ont été du type logistique multinomiale et deux modèles d'analyse booléenne à variable endogène quantitative.

3.2.1. Estimations logistiques multinomiales

Ce type de modèle a été appliqué pour évaluer les probabilités de survenance des modalités des variables endogènes et identifier les déterminants du type d'emploi exercé par le chef de ménage, de la nature de l'emploi préféré et de l'appréciation de son emploi et sa rémunération.

Modèle (1) : Régression de l'endogène (X76) en fonction des variables exogènes

La nature de l'emploi préféré par le chef de ménage (X76) a été prise comme variable endogène et comporte 7 modalités dont la modalité (5) prise comme modalité de référence, codifiées de la manière suivante :

- Un emploi du secteur formel public (0) ;
- Un emploi du secteur formel privé (1) ;
- Plus d'un emploi dans le secteur formel public (2) ;
- Plus d'un emploi dans le secteur formel privé (3) ;
- Plus d'un emploi dans le secteur formel à la fois public et privé (4) ;
- Un emploi du secteur informel (5) ;
- Plus d'un emploi du secteur informel (6) et la modalité (7) ailleurs.

L'estimation du modèle logistique multinomial a montré que la prédiction de ce modèle est forte au seuil de 91,5% avec un pseudo R^2 de 95,7% au sens de Cox and Snell contre 83,9% à celui de McFadden. Il s'est révélé que le niveau d'instruction du chef de ménage en tant que facteur de la maîtrise ou non de la langue française ou la langue anglaise, influe négativement sur la probabilité de la nature de l'emploi (avec un coefficient de -15,540). Cette relation est statistiquement significative (P-value de 0,020) au seuil de 5%. En effet, toute variation de 1% du niveau d'instruction du chef de ménage a un effet moins que proportionnellement sur la probabilité d'avoir un emploi informel (ratio de $1,78 \cdot 10^{-7}$). Ceci confirme la thèse selon laquelle les emplois informels sont pour la plupart des emplois exigeant moins de qualification.

Tableau n°5 : Matrice de classification

Observed	Predicted								
	0	1	2	3	4	5	6	7	Percent Correct
0	73	0	2	1	3	0	2	0	90,1%
1	1	105	3	13	2	0	2	2	82,0%
2	0	0	35	0	0	0	0	0	100,0%
3	0	0	0	17	0	0	0	0	100,0%
4	0	0	0	0	29	0	0	0	100,0%
5	0	0	0	0	1	46	1	0	95,8%
6	0	0	0	0	0	0	25	0	100,0%
7	0	0	0	1	0	0	0	36	97,3%
Overall Percentage	18,5%	26,2%	10,0%	8,0%	8,8%	11,5%	7,5%	9,5%	91,5%

Source : élaboré sur base des résultats sur le logiciel SPSS20

Les résultats de cette matrice de classification démontrent que l'obtention d'un emploi du secteur formel privé a une probabilité plus élevée (soit 26,2%) que les autres types d'emplois. L'emploi du secteur formel public se place en deuxième position avec une probabilité de 18,5%. La pluriactivité d'emplois formels possède une probabilité de 26,8%. Les emplois du secteur informel ont une probabilité de 19% dont 7,5% de la pluriactivité informelle. Cette situation atteste la préférence pour les emplois formels et la stratégie de la pluriactivité pour assurer une économie de survie.

Modèle (2) : Régression de l'endogène (X98) en fonction des variables exogènes

La variable être satisfait de son emploi et de sa rémunération (X98) a été prise comme variable endogène et comporte 3 modalités dont la modalité (0) considérée en tant que variable de référence, codifiées de la manière suivante :

- ✓ Non satisfait de son emploi et de sa rémunération (0) ;
- ✓ Etre satisfait de son emploi et de sa rémunération (1) ;
- ✓ Ailleurs (0)

L'estimation logistique de ce modèle que plusieurs variables exogènes se sont révélées non significatives au seuil de 5%. Néanmoins, avec un pseudo R^2 de 59,2% au sens de Cox and snell et de 66,7% au sens de McFadden, la probabilité pour un chef de ménage d'être satisfait de son emploi ou de sa rémunération est expliquée plus proportionnellement au seuil d'erreur de 1% positivement par la probabilité de la sécurité alimentaire et moins proportionnellement au sens négatif par la probabilité de la diversification de repas pendant la période de basse conjoncture.

Tableau n°6 : Matrice de classification

Observed	Predicted			Percent Correct
	0	1	2	
0	246	8	0	96,9%
1	6	139	0	95,9%
2	0	0	1	100,0%
Overall Percentage	63,0%	36,8%	0,2%	96,5%

Source : élaboré sur base des résultats sur le logiciel SPSS20

Les résultats de ce tableau renseignent que ce modèle a une forte prédiction au seuil de 96,5%. Les probabilités de survenance de chaque modalité se présentent comme suit : 63,0% de la non-satisfaction de son emploi et de sa rémunération contre 36,8% seulement des chefs de ménages qui sont satisfaits de leurs emplois et rémunération. Cette forte probabilité de non-satisfaction est justifiée par le salaire dérisoire dans le secteur formel et manque des garanties pour le secteur informel. Ceci pousse les ménages à recourir à la pluriactivité au-delà du secteur formel.

3.2.2. Analyse booléenne à variable endogène quantitative

Deux modèles également ont concerné cette estimation par moindres carrés ordinaires. Il s'agit notamment de la variable nombre de personnes à la recherche de l'emploi et le taux de chômage au niveau du ménage.

Modèle (3) : régression du nombre de personnes à la recherche de l'emploi

Les résultats d'estimation ont montré que le modèle est globalement significatif avec un Fisher calculé de 3,224 pour une p-value de 0,000 et un coefficient de détermination de 31,0% (R^2 ajusté de 8,6%) et le DW (d de Durbin watson) de 1,773. En effet, le nombre de personnes à la recherche d'un bon emploi est expliqué par les déterminants suivants :

Tableau n°7 : Déterminants du nombre de personnes à la recherche de l'emploi

N°	Déterminants	Symbole	Coefficients	Coeff. Standardisés B	P-value
01	Age du chef de ménage	X1	0,016	0,122	0,077*
02	Profession secondaire du CM	X7	0,094	0,940	0,077*
03	Age moyen des membres du ménage	X10	0,342	0,151	0,000***
04	Qualité de l'habitat	X20	0,197	0,752	0,006***
05	Accès aux médicaments modernes	X33	-0,101	-0,512	0,066*
06	Utilisation d'un savon corporel	X38	0,173	0,666	0,009***
07	Possession d'un lavabo	X39	-0,145	-0,543	0,067*
08	Consommation de la viande, riz, haricot régulièrement	X48	0,091	0,390	0,093*
09	Possession d'un petit outillage	X56	0,138	0,531	0,015**
10	Membre d'un groupe d'entraide	X62	0,126	0,576	0,022**
11	Membre d'une association politique	X69	-0,107	-0,547	0,037**
12	Préférence de l'emploi en faveur de l'emploi formel public	X77	0,142	0,172	0,010**
13	Durée de l'emploi (indéterminée)	X79	-0,123	-0,426	0,033**
14	Age le plus élevé de ceux qui ne travaillent pas	X811	0,118	0,011	0,030**
15	Niveau d'instruction le moins élevé de ceux qui travaillent	X82	0,175	0,426	0,007***

Source : élaboré sur base des résultats sur le logiciel SPSS20

(*) Significatif au seuil de 10%

(**) Significatif au seuil de 5%

(***) Significatif au seuil de 1%

Il ressort de ce tableau que le profil du ménage, les aspects non monétaires du ménage (bien-être matériel, l'insécurité alimentaire et sanitaire), les libertés de choix et d'actions ainsi que le profil de l'employabilité ou du chômage au sein du ménage influent significativement sur le nombre de personnes à la recherche d'un bon emploi.

Modèle (4) : régression du taux de chômage au sein du ménage (X80)

Les résultats d'estimation ont montré que le modèle est aussi globalement significatif avec un Fisher calculé de 1,381 pour une p-value de 0,021.

Tableau n°8 : Déterminants du taux de chômage par ménage

N°	Déterminants	Symbole	Coefficients	Coeff. Standardisés B	P-value
01	Profession principale du CM	X6	-0,147	-1,033	0,019**
02	Qualité de l'habitat	X19	-0,165	-4,063	0,052*
		X20	0,179	4,400	0,036**
03	Possession d'une télévision	X31	0,154	4,259	0,056*
04	Accès aux soins de santé modernes	X33	-0,127	-4,176	0,050*
05	Décès dans le ménage	X35	-0,097	-2,700	0,097*
06	Insécurité du milieu d'habitation	X75	-0,128	-2,666	0,054*
07	Age le plus élevé de ceux qui ne travaillent pas	X811	0,111	0,067	0,085*
08	Avoir perdu son emploi ou démissionné de son emploi	X87	0,110	3,067	0,079*
09	Etre satisfait de la situation sanitaire du ménage	X92	0,164	3,973	0,034**

Source : élaboré sur base des résultats sur le logiciel SPSS20

(*) Significatif au seuil de 10%

(**) Significatif au seuil de 5%

(***) Significatif au seuil de 1%

Il sied de noter que la profession du chef de ménage surtout lorsque lui-même est au chômage, l'état du bien-être matériel ou sanitaire, l'insécurité du milieu d'habitation, l'âge du chômeur et le fait d'avoir perdu son emploi ou démissionné aggravent significativement le taux de chômage au sein du ménage.

4. Discussion des résultats de recherche

Les résultats de la recherche ont montré l'économie de la débrouille évaluée à 34,8% s'étend au-delà des emplois du secteur formel représentant 55,3%. Avec un taux de chômage par ménage s'élevant en moyenne à 59%, la plupart des ménages enquêtés soit 58,5% de l'ensemble se retrouvent dans des conditions de vie non satisfaisantes marquées par 51,2% des ménages à mauvais état d'habitat, mauvais confort du ménage à 50,2% de l'ensemble des ménages, faible équipement du logement avec une fréquence de 51,3%, quasi-absence du matériel roulant avec une fréquence de 74,6% et 60,65% des ménages accusant des niveaux des libertés de choix et d'actions défavorables.

En plus, plus de la moitié des ménages enquêtés soit 61,83% ont témoigné être victimes de l'insécurité économique, alimentaire, sociale et d'employabilité. Le niveau d'instruction et le manque des facilités demeurent la barrière principale pour accéder aux emplois formels et salariés. Le salaire reste la source principale des revenus de la plupart des ménages alors que ce dernier reste très dérisoire soit moins de 80 dollars en moyenne mensuelle par ménage entraînant une pauvreté sévère avec moins de 0,5 dollar par habitant et par jour. C'est ainsi que pour survivre les ménages adoptent une stratégie de pluriactivité au seuil de 26,3% dont 6% de pluriactivité informelle et accentuent l'ampleur de l'économie de la débrouille.

Ces résultats corroborent avec la thèse selon laquelle : tant que le travail reste la seule source de revenu du ménage, toute diminution du salaire réel oblige le ménage d'accroître sa participation sur le marché de travail favorisant par conséquent la stratégie de la pluriactivité et l'augmentation des emplois informel. En effet, l'absence de la dotation de survie ou des indemnités du chômage accentue l'ampleur de l'économie de la débrouille (De Herdt & Marysse, 1996) ; (Mwania Kibanza, 2006) ; (Roubaud & Berthelie, 1993) ; (Roubaud F, 1994). Il est de même d'une étude qui faisait remarquer que

4,5% des chefs des ménages au Congo-Kinshasa exercent une activité formelle tandis que 95,5% des ménages exercent des activités informelles (Mudimba & Streiffeler, 1999).

Dans cette même perspective, ils paraphrasent ceux de l'article sur l'analyse économique et fiscale des dîmes et des offrandes versées par les ménages à revenus faibles dans la ville de Mwene-Ditu qui ont montré que les effectifs moyens des croyants des églises qui travaillent se sont élevés à 82 croyants par église pour un maximum de 350 croyants et un minimum de 10 croyants. Les croyants scolarisés représentent 76 membres en moyenne par église pour un pic de 450 croyants dans une église. Cependant, le niveau d'instruction le plus élevé moyen est le niveau universitaire au seuil de 69,1% alors que 77 membres en moyenne sont au chômage soit un taux de chômage ecclésiastique de l'ordre de 40,7% dans chaque église contre un maximum de 214 croyants. La répartition des croyants travaillant dans le secteur public représente 23,8% contre 17,8% dans le secteur privé et 42,8% dans les professions libérales. Le revenu moyen de chaque croyant qui travaille reste inférieur à 100 cent dollars américains soit 162 698,44 francs congolais pour un pic de 4 600 000 Francs congolais (Kazadi Matanda, 2023).

Le chômage dans les économies de la débrouille notamment en République Démocratique du Congo en général et dans la ville de Mwene-Ditu et ses environs en particulier est du type à la fois keynésien et classique avec un élargissement des critères du BIT pour appréhender un chômeur. En effet, dans une économie de la débrouille, la conception du chômeur va au-delà du sens objectif (être disponible pour le travail, être à la recherche de l'emploi et ne l'ayant pas encore trouvé). Il devient un concept à la fois objectif et relatif, car tout individu se considère comme non chômeur que celui qui a un emploi formel public. Tout autre emploi et activité économique est considéré comme une activité de survie faute des garanties et de sécurité sociale. Ce constat atteste le résultat de Pourcet qui faisait remarquer que l'emploi formel a un prestige et sécurisé (Pourcet, 1995) et (ILO, 2012).

Conclusion

Cette recherche porte sur l'économie de la débrouille et les conditions de vie des populations en milieux urbano-ruraux. Cas de la ville de Mwene-Ditu et ses environs. Elle visé a cherché à décrire et à évaluer l'ampleur de l'économie de la débrouille en corrélation avec les conditions de vie des populations. En plus, elle a visé également de la vérification empirique de la nature du chômage et le profil du chômeur dans un contexte d'économie de la débrouille. La présente étude a été de nature transversale et quanti-qualitative. L'analyse a reposé sur les données d'enquête menée auprès de 400 chefs des ménages de la ville de Mwene-Ditu et les villages environnants du mois de mars au mois d'avril 2023. Ces ménages ont été sélectionnés par l'approche d'un échantillonnage par grappes et à plusieurs degrés. L'analyse des données collectées a suivi une approche booléenne à l'aide du logiciel SPSS20.

Les résultats de la recherche ont montré l'économie de la débrouille évaluée à 34,8% s'étend au-delà des emplois du secteur formel représentant 55,3%. Avec un taux de chômage par ménage s'élevant en moyenne à 59%, la plupart des ménages enquêtés soit 58,5% de l'ensemble se retrouvent dans des conditions de vie non satisfaisantes marquées par 51,2% des ménages à mauvais état d'habitat, mauvais confort du ménage à 50,2% de l'ensemble des ménages, faible équipement du logement avec une fréquence de 51,3%, quasi-absence du matériel roulant avec une fréquence de 74,6% et 60,65% des ménages accusant des niveaux des libertés de choix et d'actions défavorables. En plus, plus de la moitié des ménages enquêtés soit 61,83% ont témoigné être victimes de l'insécurité économique, alimentaire, sociale et d'employabilité. Le niveau d'instruction et le manque des facilités demeurent la barrière principale pour accéder aux emplois formels et salariés. Pour survivre les ménages adoptent une stratégie de pluriactivité au seuil de 26,3% dont 6% de pluriactivité informelle et accentuent l'ampleur de l'économie de la débrouille.

Le chômage dans ce contexte est du type à la fois keynésien et classique avec un élargissement des critères du BIT pour appréhender un chômeur. C'est ainsi qu'il devient impérieux de redynamiser le service public de l'Office National de l'Emploi (ONEM en sigle) et de mettre en œuvre des mesures incitatives de l'entrepreneuriat ainsi que la formalisation de l'économie informelle dans l'optique de l'Ordonnance-loi n°22/030 du 8 septembre 2022 relative à la promotion de l'entrepreneuriat et des startups. Somme toute, la pensée de Peter Obi qui stipule : « aucun pays ne peut progresser si sa politique est plus rentable que ses industries. Dans un pays où les gouvernants sont plus riches que les entrepreneurs, ils fabriquent la pauvreté » devrait interpeller tout gouvernant de la chose publique.

Au demeurant, certaines limites de la présente recherche méritent d'être mises en évidence. Au plan méthodologie, l'enquête a été menée exclusivement dans le milieu urbano-rural accusant un niveau faible de développement économique. En outre, certains indicateurs microéconomiques tels que le salaire horaire, la durée du travail, la durée du chômage ainsi que les variables de la demande du travail n'ont pas été observées dans cette recherche.

En perspectives, des études complémentaires s'avèrent indispensables. Ces études porteraient sur des enquêtes dans des grandes agglomérations économiques de la République Démocratique du Congo (Lubumbashi, Kinshasa, Kolwezi, Matadi, Goma etc.). De même l'élargissement des indicateurs relatifs à la demande et l'offre du travail dans l'observation serait un atout majeur. Au niveau de l'analyse des informations, l'évaluation synthétique du niveau de vie des populations dans un contexte d'une économie de la débrouille serait également enrichissante.

Bibliographie

- Ayimpam, S. (2014). *Economie de la débrouille à Kinshasa : Informalité, Commerce et réseaux sociaux*. Paris: Karthala.
- Banque Mondiale. (2014), *L'emploi des jeunes en Afrique Subsaharienne*, Washington DC: Forum pour le développement de l'Afrique.
- Banque Mondiale/RDC. (2015). *Rapport de suivi de la situation économique et financière* septembre.
- Bertin, A. (2007): "Pauvreté Monétaire, Pauvreté non monétaire : une analyse des interactions appliquée à la Guinée". These de doctorat en Sciences Economiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.
- Charmes, J. (2012). The informal economy world-wide: trends and characteristics. *Margin : the journal of applied economic research*, 6(2), 103-132.
- Crépon, B. (2005). *Econométrie linéaire*
- De Herdt, T., & Marysse, S. (1996). *L'économie informelle au Zaïre, Sur(vie) et pauvreté dans la période de transition*. L'Harmattan.
- De Veryer, P., & Roubaud, F. (2013). *Urban labor markets in Sub-Saharan Africa*. Paris-Washington: D.C.AFD/World bank.
- Duesenberry, J. (1952). Income, saving and theorie of consumer. *Behaviour*.
- Greene, W. (2000). *Econometric analysis*. London: Prentice Hall International.
- Helge, B., & Schindler, M. (2014). *Lourde menace sur la croissance*. Finances et Développement.
- ILO. (2012). *Statistical update on employment in the informal economy*. Department of statistics.
- INS/MINIPAN. (2021). *Annuaire statistique RDC 2020*. Groupe de la Banque Africaine de Développement.
- J Gaffey, M. (1991). In the real economy of Zaïre. The contribution of smuggling and other unofficial activities to national wealth. *James currey and universsity of Pennsylvania press*.
- Kazadi Matanda, A. (2023). Analyse économique et fiscale des dîmes et des offrandes versées par les ménages à faibles revenus de Mwene-Ditu et ses environs. (L'Harmattan, Éd.) *Institut de Recherche des Etudes Africaines*(49), 211-228.

- Kibanza Mwanja, R. (sd). Conditions de vie et rémunération et niveau de participation des ménages au marché du travail en Afrique Subsaharienne.
- Mac Gaffey, J. (1987). Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaire. *Cambridge University Press*.
- MICS6. (2018). *République Démocratique du Congo, MICS-Palu 2018*. Rapport final.
- Mooij, R. d., Fenochietto, R., Hebous, S., Leduc, S., & Osorio-Buitron, C. (2020). *Politique fiscale pour une croissance inclusive après la pandémie*. Fonds Monétaire International. Finances publiques. Récupéré sur <http://www.cd-support-revenue@imf.org>
- Mudimba, M., & Streiffeler, F. (1999). Secteur informel au Congo-Kinshasa. Stratégies pour un développement endogène. *Institut africain d'études prospectives (INADEP)*.
- Mwanja Kibanza, R. (2006). "Développement urbain, développement rural et stratégie de lutte contre la pauvreté. Le cas de la RD Congo" Thèse de doctorat , Université Paris-Dauphine.
- Ngondo à Pitshandenge, S. (2011). *Pratique des enquêtes* . Kinshasa: Madose.
- Nurkse, R. (1953). Problems of capital formation in under development countries. *Blackwel*.
- OIT. (2018). *Emploi et questions sociales dans le monde*. Résumé analytique.
- Pascal, P. (2014). Comment mesurer l'emploi dans les pays en développement. *Armand Colin "Revue Tiers Monde"*, II(218), pp. 15-33.
- Pindick, R., & Rubinfeld, D. (1999). *Econometric Model and Economic Farecasts*. McGrawhill.
- Pourcet, G. (1995). Instabilités et structuration du secteur informel. (PUF, Éd.) in *P.Hugon et al.*
- Rakotomalala, R. (2017). *Pratique de la regression logistique : regression logistique binaire et polytomique. Version 2.0*. Lyon: Université Lumière de Lyon.
- Roubaud F. (1994). Le marché du travail à Yaoundé 1983-1993: la décennie perdue. *Stateco(74)*, 69-80.
- Roubaud, F., & Berthelier, P. (1993). Conditions d'activité de la population de Yaoundé, premiers résultats. *DIAL, IV/E(1993)*.
- Sylvie, R. (2003). La politique de l'emploi dans les écrits politiques de Keynes (1930-1939). *HEC Montreal, Actualité économique*, 79(1-2).
- Tillé, Y. (2001). *Théorie des sondages-Echantillonnage et estimation en populations finies*. Paris : Dunod.
- Wooldrindge, J. (2002). *Econometric analysis of cross section and panel data*. Cambridge Massachussets: MIT Press.